



PRÉFET DE LA RÉGION PAYS DE LA LOIRE

ARRÊTÉ
portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R122-3 du code de l'environnement

Aménagement du lotissement « Le Fief du Château »
sur la commune de BOURNEZEAU (85)

Le préfet de la région Pays de la Loire
Chevalier de la légion d'honneur

- Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu l'arrêté du ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer en date du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté du préfet de région n°2019/SGAR/657 du 31 décembre 2019 portant délégation de signature à madame Annick BONNEVILLE, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas n°2020-4521 relative au projet d'aménagement du lotissement « Le Fief du Château » sur la commune de Bournezeau, déposée par monsieur le Maire de Bournezeau et considérée complète le 3 février 2020 ;

Considérant que le projet consiste à aménager un quartier d'habitation d'une surface de 5,3 ha pour 92 à 94 logements répartis en deux tranches (2,72 ha et 2,58 ha), sur la commune de Bournezeau dans le secteur « Le Fief du Château » route de Chantonay à proximité du centre bourg ;

Considérant que le projet se situe en zone à urbaniser à vocation d'habitat (1AUh et 2AUh) du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) du Pays de Chantonay en vigueur sur le territoire de la commune ;

Considérant que le site du projet, n'est pas concerné par un périmètre d'inventaire ou protection réglementaire au titre du patrimoine naturel ou paysager, ni par des périmètres de protection de l'eau destinée à la consommation humaine ;

Considérant que le site Natura 2000 « Marais poitevin » le plus proche est situé à 13 km au sud du secteur de projet ;

Considérant qu'en matière de gestion des eaux pluviales, le projet prévoit notamment des dispositifs de collecte et bassins de décantation des eaux de ruissellement du lotissement, et leur rejet régulé vers le réseau d'assainissement pluvial de la commune dont l'exutoire final est La Doulaye ;

Considérant que le maître d'ouvrage indique que la station d'épuration communale dispose de la capacité à traiter les nouveaux effluents générés par le lotissement à raccorder ;

Considérant que le dossier indique une volonté dans la conception du projet de prendre en compte la petite surface de zone humide de 361 m² et de limiter les abattages nécessaires à la création des accès au sein des haies périphériques, qui constituent les seuls éléments de patrimoine naturel de ces parcelles anciennement cultivées et actuellement en herbe ;

Considérant que le projet fera l'objet de deux permis d'aménager et d'un dossier d'incidence au titre de la loi sur l'eau, procédures de nature à encadrer les principaux enjeux, mentionnés ci-avant, du projet de quartier d'habitation, en particulier les mesures d'évitement, de réduction, voire de compensation, des impacts sur les zones humides, les haies et les espèces animales associées ;

Considérant ainsi qu'au regard des éléments fournis, ce projet, par sa localisation et ses impacts, n'est pas de nature à justifier la production d'une étude d'impact.

ARRÊTE :

Article 1er :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet d'aménagement du lotissement « Le Fief du Château » sur la commune de Bournezeau, n'est pas soumis à étude d'impact.

Article 2 :

Le présent arrêté, délivré en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet d'aménagement du lotissement « Le Fief du Château » sur la commune de Bournezeau est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

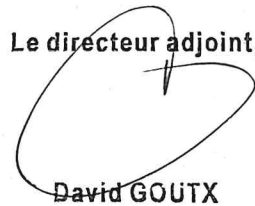
Article 3 :

La directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à monsieur le Maire de Bournezeau et publié sur le site Internet de la DREAL des Pays de la Loire, rubrique connaissance et évaluation puis, évaluation environnementale.

Fait à Nantes, le

04 MARS 2020

Le directeur adjoint,



David GOUTX

1- Décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

Monsieur le préfet de la région Pays de la Loire

Adresse postale : DREAL Pays de la Loire, SCTE/DEE, 5 rue Françoise Giroud – CS 16 326 – 44263 Nantes Cedex2

(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après :

2- Décision dispensant le projet d'étude d'impact

Recours gracieux : Monsieur le préfet de la région Pays de la Loire

Adresse postale : DREAL Pays de la Loire, SCTE/DEE, 5 rue Françoise Giroud – CS 16 326 – 44263 Nantes Cedex2

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique : Madame la ministre de la transition écologique et solidaire

Adresse postale : Ministère de la transition écologique et solidaire

92055 Paris-La-défense cedex

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux : Tribunal administratif compétent

(Formé dans le délai de deux mois à compter de la notification ou publication de la décision ou, en cas de recours gracieux ou hiérarchique, dans un délai de deux mois à compter du rejet de ce recours).

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens à partir du site www.telerecours.fr

